

## **Benoît Revaz, nouveau directeur de l'Office fédéral de l'énergie, défend l'innovation**

*Le Matin Dimanche*, 29 janvier 2017, Pierre Veya, [Pierre.Veya@lematindimanche.ch](mailto:Pierre.Veya@lematindimanche.ch)

### **Énergie**

Benoît Revaz est le nouveau directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Il plaide pour une stratégie énergétique qui permettra d'accélérer le rythme d'adoption des nouvelles technologies.

Vous venez de faire vos cent premiers jours à la tête de l'Office fédéral de l'énergie. Qu'est-ce qui vous a le plus frappé en bien et, peut-être, déçu ?

En bien ! Je suis impressionné par le niveau de compétences et d'expérience réuni au sein de l'Office fédéral de l'énergie. Au-delà des qualités professionnelles, ce qui me frappe, c'est la motivation et, je dirais même, la passion qui anime les équipes.

Et ce qui vous a peut-être déçu ?

Le revers de la médaille ! Probablement l'ampleur et le nombre très impressionnant de dossiers en cours, de rapports à produire, de lois et ordonnances en préparation qui doivent être traités à différents échelons.

Dans la vie de tous les jours, êtes-vous un citoyen exemplaire en matière de consommation d'énergie ?

(Sourire.) Je roule avec une voiture tout à fait conventionnelle; je me déplace passablement en train et je vis dans une mai-son qui date des années 1970, encore chauffée au mazout, sans panneaux solaires. Bref, je suis un citoyen ordinaire.

Une bonne politique énergétique a été souvent associée à des gestes responsables. L'aspect économique n'est-il pas en train de l'emporter ?

Nous gérons un héritage. La Suisse s'est développée avec une forte composante d'agents fossiles, près de 2/3 de notre consommation (mobilité, chauffage notamment). On se trouve à un tournant technologique qui nous permet de nous émanciper peu à peu des énergies fossiles. Il est aujourd'hui possible d'imaginer alimenter sa propre voiture avec le courant électrique produit par les quelques mètres carrés de cellules photovoltaïques placées sur son toit ou son garage. Ce n'est plus une utopie. De plus, on sait mieux maîtriser les pics de consommation, ce qui nous évitera de surdimensionner les installations de production. Enfin, et c'est un élément très important, le consommateur, vous et moi, seront des clients et des producteurs d'énergie. Deux ordres de grandeur, peut-être, pour se faire une idée de l'enjeu : les Suisses dépensent environ 26 milliards de francs pour leur énergie, dont 9 milliards pour l'électricité. Ce que nous pourrions produire en Suisse, en particulier des énergies renouvelables, nous permettra d'alléger notre facture en produits fossiles importés, tout en améliorant le niveau des émissions polluantes, l'autre dimension très importante de la politique énergétique.

Venons-en au sujet qui fâche. Les adversaires de la stratégie énergétique adoptée par le Parlement vous présentent comme « une machine à subventions ». Ils écrivent que la facture des ménages suisses va s'alourdir de 3'200 francs par an. C'est beaucoup, non ?

Je ne comprends pas d'où sort ce calcul, cette addition de chiffres. Ils ne correspondent pas à la réalité du paquet voté par les Chambres. Celui-ci comprend un seul élément en termes de coût, soit une augmentation de la RPC (redevance à prix coûtant) qui passe de 1,5 à 2,3 centimes par kWh. Pour un ménage de 4 per-sonnes, consommant en moyenne 5'000 kWh, cela correspond à un surcoût de 40 francs... par année. C'est le seul chiffre démontré et vérifiable. Une machine à subventions ? Certes, la stratégie énergétique prévoit la poursuite du mécanisme de soutien au nouveau renouvelable (éolien, solaire notamment), mais il est limité dans le temps, jusqu'en 2022. En 2023, ce mécanisme tombe. Le projet prévoit également une aide à la grande hydraulique, mais, ici également, ce soutien est transitoire. Le reproche de « machine à subventions » est donc injustifié. C'est même l'inverse : le *statu quo* conduit à un prolongement des subventions.

Les référendaires parlent tout de même d'investissements qui vont atteindre 200 milliards de francs...

Oui, j'ai lu cela aussi. Mais il y a un biais méthodologique. Les référendaires font des calculs comme si les prix des nouvelles énergies renouvelables resteront en l'état alors qu'ils ont baissé de près de 80% en dix ans ! De plus, ils additionnent des coûts du réseau, mais à nouveau sans tenir compte de l'évolution des technologies et du temps dans lesquels les investissements interviendront.

Pen-sez-vous que le kWh éolien ou solaire sera bientôt compétitif avec les autres énergies ?

Comparer le prix des énergies selon leur coût de production est trop réducteur. Je crois que l'important, c'est le prix du kWh après son intégration dans le système énergétique. Ainsi, un kWh produit et consommé localement n'a pas le même prix que ce même kWh produit, acheminé sur une longue distance, puis distribué. C'est tout l'enjeu du tournant énergétique : diminuer si possible la consommation, consommer et produire localement, tout en assurant une sécurité globale.

La Suisse est fière de ses barrages. Reste qu'ils ne sont plus rentables.

C'est l'autre enjeu des discussions que nous avons lancées, en début d'année, pour préparer l'après période de subventionnement des nouvelles énergies renouvelables. Nous devons mettre en place des mécanismes de marché qui donnent les bons signaux de prix, qui encouragent les industriels à investir dans le moyen et le long terme, qui prennent en compte les besoins de sécurité du réseau et le fait que nous sommes en déficit de production en hiver. Aujourd'hui, la moitié du parc hydraulique suisse est déficitaire, car exposé aux prix très bas du marché de gros. Cette situation n'est pas satisfaisante. Elle dissuade les propriétaires d'investir dans le renouvellement de leurs installations qui sont utiles à la Suisse mais également au réseau européen.

Craignez-vous la faillite d'Axpo et d'Alpiq, en difficulté dans l'hydraulique et le nucléaire ?

Tout d'abord, tous les acteurs ne sont pas dans la même situation. Globalement, je constate que les risques au sein de la branche sont bien distribués, en raison des liens qui existent entre les sociétés. En fait, le risque systémique, en cas de défaillance d'un acteur, est limité.

Faut-il subventionner les propriétaires de centrales nucléaires, qui sont eux aussi dans le rouge ?

Le problème, ici, est différent de celui des barrages. Il est prévu que l'on ferme progressivement les centrales nucléaires alors que nous voulons maintenir intact le potentiel hydroélectrique, les barrages devant rester la pièce maîtresse du système énergétique suisse. Pour le nucléaire, la sécurité passe avant toute autre considération. Le critère économique appartient aux exploitants; c'est à eux de choisir s'il faut ou non continuer l'exploitation des installations. Un subventionnement n'entre pas en ligne de compte.

Au final, si on accepte la stratégie énergétique, quel sera l'effet prix pour les ménages, positif ou négatif ?

Il est hasardeux de donner des prévisions sur l'évolution des prix de l'énergie. Si l'on admet que les nouvelles technologies et applications permettront de baisser notre niveau de consommation, qu'une partie de la production sera locale, décentralisée et en mains des consommateurs, je pense que l'évolution sera positive. J'aimerais ajouter ceci : au cours du XX<sup>e</sup> siècle, nos prédécesseurs ont eu le courage et une vision exemplaire en développant l'hydroélectricité, forme d'énergie qui nous a permis de renoncer à l'usage du charbon. Ils ont adopté l'électricité, une technologie révolutionnaire à son lancement. Il appartient à notre génération de nourrir une ambition comparable et d'exploiter le potentiel des nouvelles technologies.